

Rapport financier 2012

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Brossard

Code géographique : 58007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Patrick Quirion, atteste la véracité du rapport financier

de Brossard pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.
(Nom de l'organisme)

Date 2013-05-03 Signature _____

Dernière modification : 2013-05-14 09:26:35

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Brossard qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Brossard au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Brossard inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

Brossard, Québec

DATE 2013-05-03

Dernière modification : 2013-05-14 09:26:35

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2013-05-14 09:26:35

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012		Réalizations 2012		Total	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	117 982 100	120 536 757			120 536 757	114 234 852
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 106 400	1 227 121			1 227 121	1 242 074
Quotes-parts	3						
Transferts	4	3 263 700	4 423 276			4 423 276	4 649 455
Services rendus	5	3 498 800	3 787 172			3 787 172	3 791 669
Imposition de droits	6	4 501 500	10 102 408			10 102 408	9 433 277
Amendes et pénalités	7	1 657 500	1 786 723			1 786 723	1 616 340
Intérêts	8	1 016 500	2 264 750			2 264 750	1 499 870
Autres revenus	9		2 407 905			2 407 905	925 711
	10	133 026 500	146 536 112			146 536 112	137 393 248
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	4 494 500	2 832 861			2 832 861	6 896 938
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14		9 316 458			9 316 458	77 198
Autres	15	10 900	500 000			500 000	5 612 674
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	4 505 400	12 649 319			12 649 319	12 586 810
	18	137 531 900	159 185 431			159 185 431	149 980 058
Charges							
Administration générale	19	27 009 515	26 728 870	414 119		27 142 989	24 174 598
Sécurité publique	20	24 769 367	25 173 088	1 556		25 174 644	24 782 634
Transport	21	22 877 205	22 460 259	7 063 008		29 523 267	30 815 488
Hygiène du milieu	22	13 240 787	12 841 992	5 136 383		17 978 375	18 287 833
Santé et bien-être	23	846 121	800 414			800 414	855 252
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 850 727	3 942 860	155 165		4 098 025	3 501 795
Loisirs et culture	25	16 872 678	16 215 307	2 213 816		18 429 123	16 863 135
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	8 073 800	7 773 549			7 773 549	7 237 140
Amortissement des immobilisations	28	14 290 275	14 984 047	(14 984 047)			
	29	131 830 475	130 920 386			130 920 386	126 517 875
Excédent (déficit) de l'exercice	30	5 701 425	28 265 045			28 265 045	23 462 183

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		2012		2011
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 701 425	28 265 045	23 462 183
Moins: revenus d'investissement	2 (	4 505 400 ) (	12 649 319 ) (	12 586 810)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 196 025	15 615 726	10 875 373
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	14 290 275	14 984 047	14 112 604
Produit de cession	5		7 200	
(Gain) perte sur cession	6		(7 200)	
Réduction de valeur / Reclassement	7		(3 373)	
	8	14 290 275	14 980 674	14 112 604
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		25 532	54 270
Réduction de valeur / Reclassement	10		3 373	
	11		28 905	54 270
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12		87 783	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		37 648	8 023
	15		125 431	8 023
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	32 200	293 957	167 598
Remboursement de la dette à long terme	17 (	9 095 900 ) (	10 439 418 ) (	9 200 374)
	18	(9 063 700)	(10 145 461)	(9 032 776)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 647 400 ) (	1 580 809 ) (	126 363)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 775 200)	(5 866 510)	(4 331 012)
Montant à pourvoir dans le futur	23			
Financement des investissements en cours	24			
	25	(6 422 600)	(7 447 319)	(4 457 375)
	26	(1 196 025)	(2 457 770)	684 746
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		13 157 956	11 560 119

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012		2011
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	4 505 400	12 649 319	12 586 810
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	1 290 900 ) (	575 370 ) (	270 179)
Sécurité publique	3 (	) (	49 522) () (
Transport	4 (	26 293 500 ) (	14 707 756 ) (	19 517 832)
Hygiène du milieu	5 (	6 627 500 ) (	7 304 413 ) (	8 947 689)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 180 000) () () (
Loisirs et culture	8 (	2 924 400 ) (	2 772 738 ) (	1 989 264)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	38 316 300 ) (	25 409 799 ) (	30 724 964)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) (	) (	203 075)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	22 817 600	18 576 103	13 649 213
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	1 647 400	1 580 809	126 363
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16	4 592 900	11 506 587	5 746 072
Réserves financières et fonds réservés	17	4 753 000	3 606 577	1 523 258
	18	10 993 300	16 693 973	7 395 693
	19	(4 505 400)	9 860 277	(9 883 133)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		22 509 596	2 703 677

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012		2011
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	15 343 200	15 648 646	13 891 194
Charges sociales	2	4 341 500	4 712 667	3 286 303
Biens et services	3	22 239 800	21 163 201	22 464 183
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	7 657 800	7 289 829	6 844 632
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	416 000	483 720	392 508
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	66 037 300	66 005 608	64 783 632
Autres	10			
Autres organismes	11	264 100	257 996	434 686
Amortissement des immobilisations	12	14 290 275	14 984 047	14 112 604
Autres				
- Provision pour éventualités	13	1 135 000		262 616
- Mauvaises créances	14	42 500	350 855	15 979
- Subventions aux propriétaires	15	63 000	23 817	29 538
	16	131 830 475	130 920 386	126 517 875

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Revenus				
Taxes	1	117 982 100	120 536 757	114 234 852
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 106 400	1 227 121	1 242 074
Quotes-parts	3			
Transferts	4	7 758 200	7 256 137	11 546 393
Services rendus	5	3 498 800	3 787 172	3 791 669
Imposition de droits	6	4 501 500	10 102 408	9 433 277
Amendes et pénalités	7	1 657 500	1 786 723	1 616 340
Intérêts	8	1 016 500	2 264 750	1 499 870
Autres revenus	9	10 900	12 224 363	6 615 583
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	137 531 900	159 185 431	149 980 058
Charges				
Administration générale	12	27 423 237	27 142 989	24 174 598
Sécurité publique	13	24 769 367	25 174 644	24 782 634
Transport	14	29 507 436	29 523 267	30 815 488
Hygiène du milieu	15	18 222 845	17 978 375	18 287 833
Santé et bien-être	16	846 121	800 414	855 252
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 983 511	4 098 025	3 501 795
Loisirs et culture	18	19 004 158	18 429 123	16 863 135
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	8 073 800	7 773 549	7 237 140
	21	131 830 475	130 920 386	126 517 875
Excédent (déficit) de l'exercice	22	5 701 425	28 265 045	23 462 183
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		321 822 664	298 360 481
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		321 822 664	298 360 481
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		350 087 709	321 822 664

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 701 425	28 265 045	23 462 183
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	38 316 300 ) (	25 409 799 ) (	30 724 964)
Produit de cession	3		7 200	
Amortissement	4	14 290 275	14 984 047	14 112 604
(Gain) perte sur cession	5		(7 200)	
Réduction de valeur / Reclassement	6		(3 373)	
	7	(24 026 025)	(10 429 125)	(16 612 360)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		28 905	(148 805)
Variation des stocks de fournitures	9		(64 578)	66 723
Variation des autres actifs non financiers	10		(26 407)	72 582
	11		(62 080)	(9 500)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(18 324 600)	17 773 840	6 840 323
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(83 833 308)	(90 673 631)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(83 833 308)	(90 673 631)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(66 059 468)	(83 833 308)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	48 203 023	71 239 510
Placements temporaires	2	55 000 000	
Débiteurs (note 5)	3	32 311 030	37 260 511
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		125 431
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	135 514 053	108 625 452
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	16 372 952	17 012 578
Revenus reportés (note 11)	13	1 458 731	675 672
Dette à long terme (note 12)	14	181 417 838	172 698 510
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 324 000	2 072 000
	16	201 573 521	192 458 760
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(66 059 468)	(83 833 308)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	410 307 017	399 877 892
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	4 543 929	4 572 834
Stocks de fournitures	20	644 363	579 785
Autres actifs non financiers (note 15)	21	651 868	625 461
	22	416 147 177	405 655 972
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	350 087 709	321 822 664
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	28 265 045	23 462 183
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	14 984 047	14 112 604
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(7 200)	
- Réduction valeur placement	4	37 648	8 023
	5	43 279 540	37 582 810
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	4 949 481	2 439 956
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(639 626)	(3 309 972)
Revenus reportés	9	783 059	61 582
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	252 000	(1 994 000)
Propriétés destinées à la revente	11	25 532	(148 805)
Stocks de fournitures	12	(64 578)	66 723
Autres actifs non financiers	13	(26 407)	72 582
	14	48 559 001	34 770 876
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(25 409 799)	(30 724 964)
Produit de cession	16	7 200	
	17	(25 402 599)	(30 724 964)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	87 783	
Variation nette des placements temporaires	20	(55 000 000)	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(54 912 217)	
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	20 690 750	18 360 520
Remboursement de la dette à long terme	24	(11 599 318)	(11 697 731)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(372 104)	(267 421)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	8 719 328	6 395 368
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(23 036 487)	10 441 280
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	71 239 510	60 798 230
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	48 203 023	71 239 510

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Brossard (la « Ville ») a été reconstituée à compter du 1er janvier 2006 en vertu du décret 967-2005 adopté le 19 octobre 2005 à la suite de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14) et de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c.E-20.001), ainsi que du décret numéro 1214-2005 du 7 décembre 2005 concernant l'agglomération de Longueuil, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus ont été partagés avec la Ville de Longueuil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2, et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public publiées par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les marchandises en stock sont comptabilisées au prix coûtant, établi selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de l'année qui suit leur date de mise en service. Les biens loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés au coût c'est à dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats mais retirée aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

E) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auxquels participe la municipalité sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées:

- Régimes de retraite des cols blancs de la Ville de Longueuil à l'égard des participants cols blancs employés de la Ville de Brossard;
- Régime de retraite des employés cadres de la Ville de Longueuil à l'égard du paiement des déficits que la Ville de Brossard doit verser à ce régime;
- Régime de retraite des employés de la Ville de Saint-Hubert à l'égard du paiement des déficits que la Ville de Brossard doit verser à ce régime;
- Régime de retraite des policiers de la Ville de Longueuil à l'égard du paiement des déficits que la Ville de Brossard doit verser à ce régime.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2012 selon la méthode suivante: la méthode utilisée pour obtenir la valeur actuarielle de l'actif consiste à calculer les rendements sur les placements obtenus depuis le 1er janvier 2008 par rapport aux rendements anticipés selon l'hypothèse de l'évaluation actuarielle et à amortir les différences sur une période de 5 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

F) Montant à pourvoir dans le futur

S.O.

G) Autres éléments**Constatation des revenus**

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des dépenses, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, les subventions, les durées de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement, l'établissement des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, les hypothèses relatives à l'établissement de la charge et de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard des passifs et des réclamations en justice.

Frais reportés

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés immobilières destinées à la revente sont comptabilisées au prix coûtant.

**Provision pour contestations
d'évaluation**

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds Parcs et terrains de jeux

Un propriétaire demandant une opération cadastrale a l'obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels ou de verser une somme équivalente à la Ville. Les sommes reçues sont affectées à ce fonds en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à ces fins.

Fonds de réfection du réseau routier

Ce fonds est alimenté par les revenus annuels de tarification figurant au compte de taxes et au besoin par l'affectation de surplus. Les sommes accumulées dans le fonds servent à couvrir les dépenses effectuées en investissement dans la réfection de réseau routier de la Ville.

Fonds Société Québécoise d'Assainissement des Eaux (SQAE)

Ce fonds représente la part de la Ville dans le fonds d'amortissement créé par la SQAE aux fins du remboursement de la dette à long terme.

Fonds Assurances

Ce fonds a été constitué pour pourvoir à l'indemnisation de dommages aux propriétés de la Ville et à celles dont elle a la responsabilité. Ce fonds sert également à indemniser des tiers pour tout dommage subi et relié à la responsabilité de la Ville.

Fonds réserve foncière

Ce fonds est constitué des sommes provenant de l'excédent de la vente de terrains sur leur coût d'achat et les dépenses admissibles capitalisables, lorsqu'ils ne sont pas comptabilisés aux revenus reportés.

Remboursement de la dette à long terme

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables**Modifications comptables futures**

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a publié des modifications au chapitre SP-3410 intitulé « Paiements de transfert ». Ces modifications viennent clarifier certains éléments relatifs à la constatation des paiements de transfert. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a publié le chapitre SP-3510 intitulé « Recettes fiscales ». Ce chapitre expose des critères de constatation et d'évaluation propres aux recettes fiscales. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a également publié le chapitre SP-3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2015. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a également publié le chapitre SP-3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a également publié le chapitre SP-1201 intitulé « Présentation des états financiers ». Ce chapitre remplace l'ancien chapitre SP-1200 existant intitulé également « Présentation des états financiers » et introduit un nouvel état des gains et pertes non réalisés associés aux instruments financiers de la catégorie évaluée à la juste valeur. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2015. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ces états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	11 161 398	14 823 510
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	13 207 531	12 249 084
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7		2 358 126
Organismes municipaux	8	6 279 268	6 980 704
Autres			
- Divers	9	1 534 401	760 788
- Avances	10	128 432	88 299
	11	32 311 030	37 260 511
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	6 926 321	5 463 931
Organismes municipaux	13	5 661 800	6 463 400
Autres tiers	14		
	15	12 588 121	11 927 331
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 354 135	1 003 320
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		125 431
Autres placements	23		
	24		125 431
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	200 000	226 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(2 524 000)	(2 298 000)
	27	<u>(2 324 000)</u>	<u>(2 072 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 714 000	1 184 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	304 000	212 000
Régimes à cotisations déterminées	30	679 000	595 000
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	96 000	100 000
	33	<u>2 793 000</u>	<u>2 091 000</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	5 627 086	6 735 113
Salaires et avantages sociaux	38	3 338 981	2 746 266
Dépôts et retenues de garantie	39	4 650 058	4 868 747
Provision pour contestations d'évaluation	40	272 692	375 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	16 810	6 350
- Intérêts courus sur dette à LT	43	1 550 396	1 447 029
- Autres passifs et éventualités	44	916 929	834 073
-	45		
-	46		
	47	<u>16 372 952</u>	<u>17 012 578</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	860 168	
Autres			
- C.A.R.R.A	50	149 451	198 410
- Billets, inscription, loyer	51	449 112	477 262
	52	<u>1 458 731</u>	<u>675 672</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

						2012	2011
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	2,70	2013	2019	53	165 570 454	155 983 733
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,62	4,99	2013	2015	57	34 957	47 710
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,16	4,16	2013	2033	59	16 852 414	17 334 950
Autres					60		
					61	182 457 825	173 366 393
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(1 039 987)	(667 883)
					63	181 417 838	172 698 510

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2012				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2013	64	72	10 768 840	80	1 196 004	89	10 460	97	11 975 304
2014	65	73	11 060 678	81	1 197 494	90	5 809	98	12 263 981
2015	66	74	11 301 257	82	1 199 015	91	18 688	99	12 518 960
2016	67	75	10 985 385	83	1 200 565	92		100	12 185 950
2017	68	76	10 837 358	84	1 202 147	93		101	12 039 505
2018 et +	69	77	110 616 936	85	19 292 181	94		102	129 909 117
	70	78	165 570 454	86	25 287 406	95	34 957	103	190 892 817
Intérêts et frais accessoires				87	(8 434 992)			104	(8 434 992)
	71	79	165 570 454	88	16 852 414	96	34 957	105	182 457 825

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	106	79 004 700	134	2 977 320	161	1 095 735	188	80 886 285
Eaux usées	107	104 409 942	135	6 130 607	162	2 611 307	189	107 929 242
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	188 477 629	136	16 010 935	163	1 450 116	190	203 038 448
Autres	109	38 537 563	137	4 797 321	164	493 969	191	42 840 915
Réseau d'électricité	110		138		165		192	
Bâtiments	111	62 271 967	139	789 661	166		193	63 061 628
Améliorations locatives	112	256 612	140		167		194	256 612
Véhicules	113	3 159 598	141	138 040	168	23 230	195	3 274 408
Ameublement et équipement de bureau	114	2 431 229	142	437 786	169	1 027 359	196	1 841 656
Machinerie, outillage et équipement divers	115	2 349 967	143	79 235	170		197	2 429 202
Terrains	116	22 305 749	144	2 940 663	171	(3 373)	198	25 249 785
Autres	117		145		172		199	
	118	<u>503 204 956</u>	146	<u>34 301 568</u>	173	<u>6 698 343</u>	200	<u>530 808 181</u>
Immobilisations en cours	119	<u>41 232 063</u>	147	<u>(8 891 769)</u>	174		201	<u>32 340 294</u>
	120	<u>544 437 019</u>	148	<u>25 409 799</u>	175	<u>6 698 343</u>	202	<u>563 148 475</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	121	23 198 693	149	2 126 793	176	1 095 735	203	24 229 751
Eaux usées	122	38 965 593	150	2 698 823	177	2 611 307	204	39 053 109
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	53 164 462	151	5 787 965	178	1 450 116	205	57 502 311
Autres	124	8 084 296	152	1 869 496	179	493 969	206	9 459 823
Réseau d'électricité	125		153		180		207	
Bâtiments	126	17 106 413	154	1 607 787	181		208	18 714 200
Améliorations locatives	127	56 712	155	17 107	182		209	73 819
Véhicules	128	1 620 583	156	188 608	183	23 230	210	1 785 961
Ameublement et équipement de bureau	129	1 571 180	157	467 717	184	1 027 359	211	1 011 538
Machinerie, outillage et équipement divers	130	791 195	158	219 751	185		212	1 010 946
Autres	131		159		186		213	
	132	<u>144 559 127</u>	160	<u>14 984 047</u>	187	<u>6 701 716</u>	214	<u>152 841 458</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	<u>399 877 892</u>					215	<u>410 307 017</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	216	25 364 738	219		221		223	25 364 738
Amortissement cumulé	217	(2 337 865)	220	(584 467)	222	()	224	(2 922 332)
Valeur comptable nette	218	<u>23 026 873</u>					225	<u>22 442 406</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	226	4 161 162	4 190 067
Immeubles industriels municipaux	227	241 820	241 820
Autres	228	140 947	140 947
	229	4 543 929	4 572 834
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	4 543 929	4 572 834

Note

Une portion de terrain a été reclassée aux immobilisations-terrains pour une valeur de 3 373\$

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	232	651 868	625 461
Frais reportés			
-	233		
-	234		
	235	651 868	625 461

Note**16. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée par divers contrats, notamment de location de locaux, de fournitures de biens, de services d'entretien des réseaux et équipements et d'organisation d'activités récréatives. Le montant total des engagements est de 58 833 865 \$ jusqu'en 2033 et les versements pour les cinq prochaines années sont:

2013 =	13 655 232 \$
2014 =	6 440 342 \$
2015 =	4 600 203 \$
2016 =	3 031 519 \$
2017 =	2 644 161 \$

Ces engagements incluent une entente survenue entre la Ville de Brossard et la société Canaxor Immobilier inc. concernant un contrat de location de glace et terrains sportifs dans un centre sportif. La Ville s'est engagée à verser à ce sujet une somme annuelle de 1 012 895 \$ plus taxes sur une période de 25 ans échéant en 2033.

Ce même contrat prévoit aussi l'acquisition par la Ville du Centre sportif après une période de 25 ans. Cette partie du contrat est traitée comme un contrat de location-acquisition aux fins comptables. La ville verse une somme annuelle de 1 061 140 \$ plus taxes pour l'acquisition, celle-ci est présentée dans la dette à long terme.

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

b) Auto-assurance

Le fonds d'assurance permet à la Ville d'assumer certains risques jusqu'à concurrence des polices d'assurance excédentaires contractées annuellement. Il existe des réclamations en cours au 31 décembre 2012 mais de l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel résultant de ces réclamations n'aurait pas une incidence importante sur la situation financière du fonds d'assurance.

c) Poursuites

Toutes les poursuites au titre des années 2006 à 2012 ou avant 2001 contre la Ville font l'objet de discussions en vue de règlement et au 3 mai 2013, il ne subsiste aucun litige pouvant avoir une conséquence financière importante pour la Ville.

Les dossiers de litiges introduits durant la période de fusion avec la Ville de Longueuil (2002-2005) sont gérés par l'Agglomération de Longueuil. Les coûts de résolution de ces litiges sont répartis par une quote-part selon les dispositions de l'article 57 du décret 1214-2005 en proportion de la richesse foncière uniformisée de chacune des municipalités liées de l'Agglomération de Longueuil au 1er janvier 2006.

d) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans ce domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O

19. Données budgétaires

L'opinion de l'auditeur indépendant ne porte pas sur les données budgétaires présentées à titre comparatif.

20. Marge de crédit

La Ville dispose de facilités de crédit à demande auprès d'une institution bancaire pour un montant de 12 000 000 \$ portant intérêt au taux de base (3% au 31 décembre 2012). Au 31 décembre 2012, les facilités de crédit à demande ne sont pas utilisées.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 27 664 485	14 499 767
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 62 408 906	66 477 754
Montant à pourvoir dans le futur	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4 14 909 655	(2 415 373)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 245 104 663	243 260 516
	6 350 087 709	321 822 664

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Déneigement	7 4 067 000	4 067 000
- Éventualités	8 650 000	650 000
- Investissement et dette	9 29 307 423	36 834 879
- Parcs	10 397 546	2 867 312
- Réseau aqueduc égout	11 168 275	95 486
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
	16 34 590 244	44 514 677
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Réserves financières		
-	21	
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27	
Fonds parcs et terrains de jeux	28 573 791	176 399
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 10 734	8 231
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 3 888 468	2 407 086
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 456 076	358 157
Autres		
- Réserve foncière	34 2 418 189	1 274 633
- Assurances	35 2 228 387	2 030 601
- Réfection réseau routier	36 18 243 017	15 707 970
-	37	
	38 27 818 662	21 963 077
	39 62 408 906	66 477 754

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres		
-	48 () (
-	49 () (
	50 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51	28 580 760
Investissements à financer	52 (	13 671 105) (
	53	14 909 655
		(2 415 373)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54	410 307 017
Propriétés destinées à la revente	55	4 543 929
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57	125 431
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59	414 850 946
		404 576 157
Éléments de passif		
Dette à long terme	60	181 417 838
Frais reportés liés à la dette à long terme	61	1 039 987
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (	12 588 121) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 (	123 421) (
	64	169 746 283
	65	161 315 641
Dette en cours de refinancement et autres éléments	66	169 746 283
	67	245 104 663
		243 260 516

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime est enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (24612) et auprès de l'Agence du revenu du Canada (0552125). Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposée à la Régie des rentes du Québec au 31 décembre 2010, le Régime était capitalisé à 73,9 % et le degré de solvabilité était de 68,1 %. Le déficit actuariel sur base de capitalisation s'élevait à 9 141 600 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 14 758 100 \$ au 31 décembre 2010. Des cotisations additionnelles sont requises afin d'éliminer le déficit sur base de capitalisation au cours des années suivant la date de l'évaluation actuarielle.

Les cotisations requises au Régime pour les participants actifs sont de 9 % du salaire pour l'année 2012. Le coût de service courant de l'employeur correspond à 11,80 % de la masse salariale cotisable des participants actifs pour l'année 2012.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 226 000	(1 912 000)
Charge de l'exercice	5 (1 714 000)	(1 184 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 688 000	3 322 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>200 000</u>	<u>226 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 30 372 000	29 479 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>37 939 000</u>)	(<u>36 943 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (<u>7 567 000</u>)	(<u>7 464 000</u>)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>7 767 000</u>	<u>7 690 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 200 000	226 000
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>200 000</u>	<u>226 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>30 372 000</u>	<u>29 479 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>37 939 000</u>)	(<u>36 943 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>7 567 000</u>)	(<u>7 464 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 513 000	1 310 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 <u>1 513 000</u>	<u>1 310 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (788 000)	(574 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u>77 000</u>)	(<u>221 000</u>)
	24 648 000	515 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 684 000	370 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 332 000</u>	<u>885 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 004 000	2 048 000
Rendement espéré des actifs	34 (<u>1 622 000</u>)	(<u>1 749 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>382 000</u>	<u>299 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 714 000</u>	<u>1 184 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 862 000	581 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 622 000)	(1 749 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (760 000)	(1 168 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(2 606 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (2 521 000)	(2 277 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 30 642 000	28 668 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,50 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Brossard parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite pour les cadres de la Ville de Brossard. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres de la Ville de Brossard qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé.

La Ville de Brossard offre également à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie, de l'assurance soins de santé et de l'assurance soins dentaires.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (2 298 000)	(2 154 000)
Charge de l'exercice	58 (304 000)	(212 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 78 000	68 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>2 524 000</u>)	(<u>2 298 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (2 426 000)	(2 106 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (98 000)	(192 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>2 524 000</u>)	(<u>2 298 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 159 000	146 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 66 000	
	66 225 000	146 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 225 000	146 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (15 000)	(20 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 210 000	126 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 94 000	86 000
Charge de l'exercice	77 304 000	212 000
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (79 000)	(65 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,00 %	4,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 7,80 %	8,10 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,60 %	5,60 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2020	2020
Autres hypothèses économiques	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

Description des régimes et autres renseignements

Relativement à ses employés cols blancs, la Ville de Brossard participe à un régime interemployeurs administré par la Ville de Longueuil, soit le Régime de retraite des cols blancs salariés de la Ville de Longueuil. De plus, la Ville de Brossard doit verser des cotisations pour certains de ses employés cadres qui participent à un régime parrainé par la Ville de Longueuil, soit le Régime de retraite des employés cadres de la Ville de Longueuil. Finalement, la Ville de Brossard doit également financer une portion des déficits de ses anciens employés policiers qui participent au Régime de retraite des policiers de la Ville de Longueuil. La Ville de Brossard doit comptabiliser ces différents régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue au titre des avantages de retraite des employés concernés correspond aux

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Description des régimes et autres renseignements

cotisations devant être versées par la Ville de Brossard à ces différents régimes.

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>679 000</u>	<u>595 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2012	2011
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2012	2011
Cotisations des élus au RREM 95	14 000	15 000
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	47 000	51 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	49 000	49 000
98	96 000	100 000

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	182 457 825
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	13 671 105
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	3 899 203
Débiteurs	8	12 588 121
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	9 308 608
Autres		
-	11	
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	170 332 998
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	
Endettement net à long terme	15	170 332 998
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	816 776
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	171 149 774
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	68 773 999
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	239 923 773
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

TAXES		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	93 565 300	95 965 443	91 239 050
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	93 565 300	95 965 443	91 239 050
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 574 000	4 316 710	4 086 800
Égout	11	3 276 000	1 473 659	1 336 017
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	4 171 300	4 436 012	4 295 237
Autres				
-Réseau routier	14	4 866 000	5 159 855	4 352 815
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	9 529 500	9 185 078	8 924 933
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	24 416 800	24 571 314	22 995 802
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	24 416 800	24 571 314	22 995 802
	26	117 982 100	120 536 757	114 234 852

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 69 300	68 390	69 826
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 69 300	68 390	69 826
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 145 100	184 657	177 238
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 730 000	846 403	776 400
	35 875 100	1 031 060	953 638
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39		
	40		
	41 944 400	1 099 450	1 023 464
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42 162 000	127 671	218 610
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45 162 000	127 671	218 610
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52 1 106 400	1 227 121	1 242 074

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	620 800	744 339
Sécurité publique			652 633
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		59 935
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	112 900	112 467
Enlèvement de la neige	59		79 568
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	87 600	113 447
Traitement des eaux usées	70		84 143
Réseaux d'égout	71		32 584
Réseaux d'égout	71		32 167
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		713 917
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	500 000	630 826
Tri et conditionnement	74		1 381 646
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	29 700	52 758
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84	35 600	65 364
Promotion et développement économique	85		27 598
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	63 400	78 104
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	266 400	278 769
Autres	89	12 500	
Réseau d'électricité	90		
	91	1 728 900	2 797 559
			3 373 846

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	4 407 000	1 453 122
Enlèvement de la neige	98		3 819 880
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 064 462	2 202 404
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	305 942	608 535
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117	9 335	
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	87 500	266 119
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	4 494 500	2 832 861
			6 896 938

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	1 534 800	1 625 717	1 275 609
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	1 534 800	1 625 717	1 275 609
TOTAL DES TRANSFERTS	140	7 758 200	7 256 137	11 546 393

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143	476 662	489 749
	144	476 662	489 749
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	8 166	7 276
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149	8 166	7 276
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157	34 889	33 840
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159	106 002	102 815
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160	7 000	
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	140 891	136 655
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	625 719	633 680

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	801 900	881 165	844 617
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185	25 500	47 706	63 813
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	137 200	101 941	106 791
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	11 000	2 003	3 802
Loisirs et culture	194	1 993 000	2 128 638	2 138 966
Réseau d'électricité	195			
	196	2 968 600	3 161 453	3 157 989
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	3 498 800	3 787 172	3 791 669
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	501 500	1 274 077	664 145
Droits de mutation immobilière	199	4 000 000	8 828 331	8 769 132
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	4 501 500	10 102 408	9 433 277
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	1 657 500	1 786 723	1 616 340
INTÉRÊTS	204	1 016 500	2 264 750	1 499 870
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		7 200	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		1 329 406	67 526
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		9 816 548	283 253
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210	10 900	500 000	5 493 164
Autres	211		571 209	771 640
	212	10 900	12 224 363	6 615 583

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Budget 2012	Réalizations 2012		Total	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 365 337	1 298 488	110 377	1 408 865	1 331 160
Application de la loi	2	702 653	1 028 056	10 384	1 038 440	892 225
Gestion financière et administrative	3	15 313 508	15 291 737	149 310	15 441 047	15 311 861
Greffe	4	1 119 325	1 146 570	111 376	1 257 946	1 297 257
Évaluation	5	980 282	980 282		980 282	1 032 941
Gestion du personnel	6	718 589	951 233	32 672	983 905	803 743
Autres	7	6 809 821	6 032 504		6 032 504	3 505 411
	8	27 009 515	26 728 870	414 119	27 142 989	24 174 598
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	18 392 626	18 796 515		18 796 515	18 626 650
Sécurité incendie	10	5 928 682	5 928 682		5 928 682	5 725 095
Sécurité civile	11	448 059	447 891	1 556	449 447	430 889
Autres	12					
	13	24 769 367	25 173 088	1 556	25 174 644	24 782 634
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 504 153	2 349 062	5 955 878	8 304 940	7 824 135
Enlèvement de la neige	15	4 609 599	4 312 399	26 799	4 339 198	6 340 949
Éclairage des rues	16	663 400	570 010	920 119	1 490 129	1 535 564
Circulation et stationnement	17	811 317	860 562	27 080	887 642	848 711
Transport collectif						
Transport en commun	18	14 288 736	14 368 226	1 385	14 369 611	14 134 382
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21			131 747	131 747	131 747
	22	22 877 205	22 460 259	7 063 008	29 523 267	30 815 488

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

		Budget 2012		Réalizations 2012		Total	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 307 313	950 030	1 899	951 929	1 892 547	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 470 513	1 507 279	2 169 539	3 676 818	3 398 082	
Traitement des eaux usées	25	2 446 110	2 443 516	9 272	2 452 788	2 465 402	
Réseaux d'égout	26	985 171	965 147	2 756 551	3 721 698	3 629 617	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 561 779	1 562 860	4 349	1 567 209	1 329 823	
Élimination	28	3 107 745	3 105 029		3 105 029	3 229 106	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 011 861	957 774	144 447	1 102 221	988 464	
Tri et conditionnement	30	688 607	688 607		688 607	716 386	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	94 097	93 378		93 378	86 256	
Traitement	32	185 642	185 642		185 642	192 712	
Matériaux secs	33						
Autres	34	51 948	51 948		51 948	54 462	
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	330 001	330 782	50 326	381 108	304 976	
Autres	39						
	40	13 240 787	12 841 992	5 136 383	17 978 375	18 287 833	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	815 521	787 364		787 364	824 237	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	30 600	13 050		13 050	31 015	
	44	846 121	800 414		800 414	855 252	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 753 726	3 865 698	155 165	4 020 863	3 400 442	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	23 000	5 716		5 716	29 538	
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						
Tourisme	49	74 001	71 446		71 446	71 815	
Autres	50						
Autres	51						
	52	3 850 727	3 942 860	155 165	4 098 025	3 501 795	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Budget 2012		Réalizations 2012		Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	2 761 458	2 333 954	116 596	2 450 550	2 130 988
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 034 318	1 929 016	626 080	2 555 096	2 391 812
Piscines, plages et ports de plaisance	55	778 242	687 544	52 144	739 688	778 853
Parcs et terrains de jeux	56	4 720 158	4 982 370	868 210	5 850 580	4 947 673
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	300 075	329 567		329 567	281 955
Autres	59					
	60	10 594 251	10 262 451	1 663 030	11 925 481	10 531 281
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 653 097	1 589 576	166 096	1 755 672	1 779 792
Bibliothèques	62	4 145 521	3 909 549	372 187	4 281 736	4 087 830
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	479 809	453 731	12 503	466 234	464 232
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	6 278 427	5 952 856	550 786	6 503 642	6 331 854
	67	16 872 678	16 215 307	2 213 816	18 429 123	16 863 135
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	7 522 100	7 100 423		7 100 423	6 746 817
Autres frais	70	135 700	189 406		189 406	97 815
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	408 000	476 000		476 000	385 000
Autres	72	8 000	7 720		7 720	7 508
	73	8 073 800	7 773 549		7 773 549	7 237 140
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	14 290 275	14 984 047	(14 984 047)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la Ville de Brossard (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2013-05-03

Dernière modification avant dépôt : 2013-05-14 09:26:35

Dernière modification : 2013-05-14 09:26:35

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		<u>120 434 811</u>
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u> </u>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	362	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	(102 308)	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>	10 <u>(101 946)</u>
Revenus de taxes	11		<u>120 536 757</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		120 536 757
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		(102 308)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		<u> </u>
Total partiel	4		<u>120 434 449</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	28 541 451	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>28 541 451</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		<u>91 892 998</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2012 ²	1	<u>8 827 323 924</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2012 ²	2	<u>8 960 179 477</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>8 893 751 701</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>91 892 998</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>8 893 751 701</u>
Taux global de taxation réel de 2012	6	| 1 | , | 0 | 3 | 3 | 2 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2012 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 475 000	3 081 549	5 385 644
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	3 183 500	4 054 998	3 473 546
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	25 476 500	10 743 472	16 390 098
Ponts, tunnels et viaducs	7		142 993	116 666
Systèmes d'éclairage des rues	8	80 000	805 620	1 601 953
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 115 000	1 630 528	1 189 469
Autres infrastructures	11	100 000	468 779	665 532
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	975 000	136 305	114 066
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 767 400	1 145 945	799 795
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	431 000	138 040	178 232
Ameublement et équipement de bureau	18	607 900	527 092	141 594
Machinerie, outillage et équipement divers	19	105 000	79 235	
Terrains	20		2 455 243	668 369
Autres	21			
	22	38 316 300	25 409 799	30 724 964

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 921 116	4 084 514
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		622 530	715 482
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		1 160 433	1 301 130
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		3 432 468	2 758 064
	31		7 136 547	8 859 190

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	155 983 733	20 690 750	11 104 029	165 570 454
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	47 710		12 753	34 957
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	17 334 950		482 536	16 852 414
Autres	6				
	7	173 366 393	20 690 750	11 599 318	182 457 825
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	2 415 316	3 044 365	1 560 478	3 899 203
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	92 303 087	6 740 180	4 677 094	94 366 173
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	66 720 659	9 085 515	4 201 846	71 604 328
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	161 439 062	18 870 060	10 439 418	169 869 704
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	5 463 931	1 820 690	358 300	6 926 321
Organismes municipaux	15	6 463 400		801 600	5 661 800
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	11 927 331	1 820 690	1 159 900	12 588 121
Prêts					
	19				
	20	11 927 331	1 820 690	1 159 900	12 588 121
	21	173 366 393	20 690 750	11 599 318	182 457 825
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	173 366 393	20 690 750	11 599 318	182 457 825

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	980 266	980 282	1 032 941
Autres	3	16 631 643	17 025 841	15 217 905
Sécurité publique				
Police	4	18 796 515	18 796 515	18 626 650
Sécurité incendie	5	5 928 682	5 928 682	5 725 095
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	14 288 748	14 288 736	14 132 997
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	3 571 173	3 201 776	4 159 574
Matières résiduelles	12	4 026 942	4 026 942	4 189 389
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	815 521	787 364	824 237
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	481 667	481 768	376 159
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	74 001	71 446	71 815
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	11 000		9 254
Activités culturelles	23	431 142	416 256	417 616
Réseau d'électricité				
	24			
	25	66 037 300	66 005 608	64 783 632

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	50,05	35,00	4 576 795	1 410 690	5 987 485
Professionnels	2					
Cols blancs	3	156,11	33,75	6 764 789	2 204 829	8 969 618
Cols bleus	4	59,60	40,00	3 661 886	959 807	4 621 693
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	265,76		15 003 470	4 575 326	19 578 796
Élus	9	11,00		645 176	137 341	782 517
	10	276,76		15 648 646	4 712 667	20 361 313

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12	414 319	650 143	1 064 462
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14	143 037	162 905	305 942

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	1 028 056	27	10 384	53	1 038 440	79	105	1 038 440	131	
Évaluation	2	980 282	28		54	980 282	80	106	980 282	132	
Autres	3	24 720 532	29	403 735	55	25 124 267	81	107	1 357 826	133	483 720
	4	26 728 870	30	414 119	56	27 142 989	82	108	25 785 163	134	483 720
Sécurité publique											
Police	5	18 796 515	31		57	18 796 515	83	109	18 796 515	135	
Sécurité incendie	6	5 928 682	32		58	5 928 682	84	110	8 166	136	5 920 516
Sécurité civile	7	447 891	33	1 556	59	449 447	85	111	449 447	137	
Autres	8		34		60		86	112		138	
	9	25 173 088	35	1 556	61	25 174 644	87	113	8 166	139	25 166 478
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	2 349 062	36	5 955 878	62	8 304 940	88	114	47 706	140	2 903 085
Enlèvement de la neige	11	4 312 399	37	26 799	63	4 339 198	89	115	4 339 198	141	16 065
Autres	12	1 430 572	38	947 199	64	2 377 771	90	116	2 377 771	142	130 122
Transport collectif	13	14 368 226	39	1 385	65	14 369 611	91	117	14 369 611	143	
Autres	14		40	131 747	66	131 747	92	118	131 747	144	
	15	22 460 259	41	7 063 008	67	29 523 267	93	119	47 706	145	3 049 272
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	950 030	42	1 899	68	951 929	94	120	951 929	146	
Traitement des eaux usées	17	1 507 279	43	2 169 539	69	3 676 818	95	121	93 384	147	1 490 748
Réseaux d'égout	18	2 443 516	44	9 272	70	2 452 788	96	122	2 452 788	148	15 740
Matières résiduelles	19	965 147	45	2 756 551	71	3 721 698	97	123	106 002	149	1 161 913
Déchets domestiques et assimilés	20	4 667 889	46	4 349	72	4 672 238	98	124	4 672 238	150	
Matières recyclables	21	1 977 349	47	144 447	73	2 121 796	99	125	43 446	151	154 772
Autres	22		48		74		100	126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101	127		153	
Protection de l'environnement	24	330 782	50	50 326	76	381 108	102	128	381 108	154	
Autres	25		51		77		103	129		155	
	26	12 841 992	52	5 136 383	78	17 978 375	104	130	242 832	156	2 823 173

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	787 364	172	187	787 364	202	217	787 364	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159	13 050	174	189	13 050	204	219	13 050	234			
	160	800 414	175	190	800 414	205	220	800 414	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	3 865 698	176	155 165	191	4 020 863	206	2 003	221	4 018 860	236	
Rénovation urbaine	162	5 716	177	192	5 716	207	222	5 716	237			
Promotion et développement économique	163	71 446	178	193	71 446	208	223	71 446	238			
Autres	164		179	194		209	224		239			
	165	3 942 860	180	155 165	195	4 098 025	210	2 003	225	4 096 022	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	10 262 451	181	1 663 030	196	11 925 481	211	1 296 683	226	10 628 798	241	1 417 384
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	3 909 549	182	372 187	197	4 281 736	212	38 345	227	4 243 391	242	
Autres	168	2 043 307	183	178 599	198	2 221 906	213	793 611	228	1 428 295	243	
	169	16 215 307	184	2 213 816	199	18 429 123	214	2 128 639	229	16 300 484	244	1 417 384
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	108 162 790	186	14 984 047	201	123 146 837	216	3 787 172	231	119 359 665	246	7 773 549

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		2012	2011
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	25 409 799	30 724 964
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	25 409 799	30 724 964

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	14 499 767	15 221 864
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	14 499 767	15 221 864
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	13 157 956	11 560 119
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		(13 782 474)
Réserves financières et fonds réservés	8		(800 000)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10	6 762	2 300 258
	11	13 164 718	(722 097)
Solde à la fin de l'exercice	12	27 664 485	14 499 767
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	44 514 677	36 478 275
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	44 514 677	36 478 275
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17	(11 506 587)	(5 746 072)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		13 782 474
Financement des investissements en cours	19	1 582 154	
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	(9 924 433)	8 036 402
Solde à la fin de l'exercice	22	34 590 244	44 514 677
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	21 963 077	14 350 249
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	21 963 077	14 350 249
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	5 866 510	4 331 012
Activités d'investissement	27	(3 606 577)	(1 523 258)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		800 000
Financement des investissements en cours	29	3 595 652	4 005 074
	30	5 855 585	7 612 828
Solde à la fin de l'exercice	31	27 818 662	21 963 077

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	2012	2011
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Autres	40 ()	()
	41 ()	()
Diminution de l'exercice		
	42	
	43	
Solde à la fin de l'exercice	44 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45 (2 415 373)	1 186 282
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47 (2 415 373)	1 186 282
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	48 22 509 596	2 703 677
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49 (6 762)	(2 300 258)
Excédent de fonctionnement affecté	50 (1 582 154)	
Réserves financières et fonds réservés	51 (3 595 652)	(4 005 074)
	52 (3 595 652)	(4 005 074)
	53 17 325 028	(3 601 655)
Solde à la fin de l'exercice	54 14 909 655	(2 415 373)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55 243 260 516	231 123 811
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 243 260 516	231 123 811
Variation de l'exercice	58 1 844 147	12 136 705
Solde à la fin de l'exercice	59 245 104 663	243 260 516

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre			
				Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	2 407 086	2	3	4	3 041 862	5	1 560 480	6	7	3 888 468
Montant réservé pour le service de la dette	8		9	10	11		12		13	14	
	15	2 407 086	16	17	18	3 041 862	19	1 560 480	20	21	3 888 468

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 | □ 3 | □ 7 | □ 6 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 | □ 3 | □ 7 | □ 6 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 5 | □ 8 | □ 6 | □ 6 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 1 | □ 3 | □ 7 | □ 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 4 | □ 7 | □ 5 | □ 1 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7 | □ 3 | □ 7 | □ 6 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][] \$	
Égout	2	[][][][] , [][] \$	
Eau et égout	3	[][][][] , [][] \$	
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][] \$	
Matières résiduelles	5	[1][5][0] , [0][0] \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
Réfection réseau routier - fixe	85,0000	7	Unité d'évaluation
Réfection réseau routier - logement rés.	35,0000	7	Logement
Réfection réseau routier - stationnement	35,0000	7	Case de stationnement
Eau aqueduc égout - résidentiel			
0 à 200 mètres cubes	,5791	7	par mètre cube
201 à 400 mètres cubes	,7551	7	par mètre cube
401 à 600 mètres cubes	,9426	7	par mètre cube
601 à 800 mètres cubes	1,1175	7	par mètre cube
801 mètres cubes et plus	1,2915	7	par mètre cube
Eau aqueduc égout - commercial-industriel			
0 à 20 000 mètres cubes	,7468	7	par mètre cube
20 001 à 40 000 mètres cubes	,7645	7	par mètre cube
40 001 mètres cubes et plus	,7874	7	par mètre cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8	_____	\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	_____	\$
b) autres formes d'aide	12	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	_____	13 971 \$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	_____	\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	_____	20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2001 boul,Rome
(no) (rue)
Brossard J4W 3K5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 923-6304
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 923-5613
(ind. rég.) (numéro)

Courriel patrick.quirion@brossard.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Patrick Quirion

Téléphone (450) 923-6304
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 923-5613
(ind. rég.) (numéro)

Courriel patrick.quirion@brossard.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte sencrl

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 4605-A boul. Lapinière, bureau 200
(no) (rue)
Brossard J4Z 3T5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 618-8101
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 618-6420
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dherard@deloitte.ca

Responsable du dossier Denis Hérard, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION

Je , Patrick Quirion , atteste que le rapport financier de Brossard pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-05-13 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>28 265 045</u> \$
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,0332</u> \$

Date et heure de la dernière modification : 2013-05-14 09:26:35

Date de transmission au Ministère : 2013/05/14